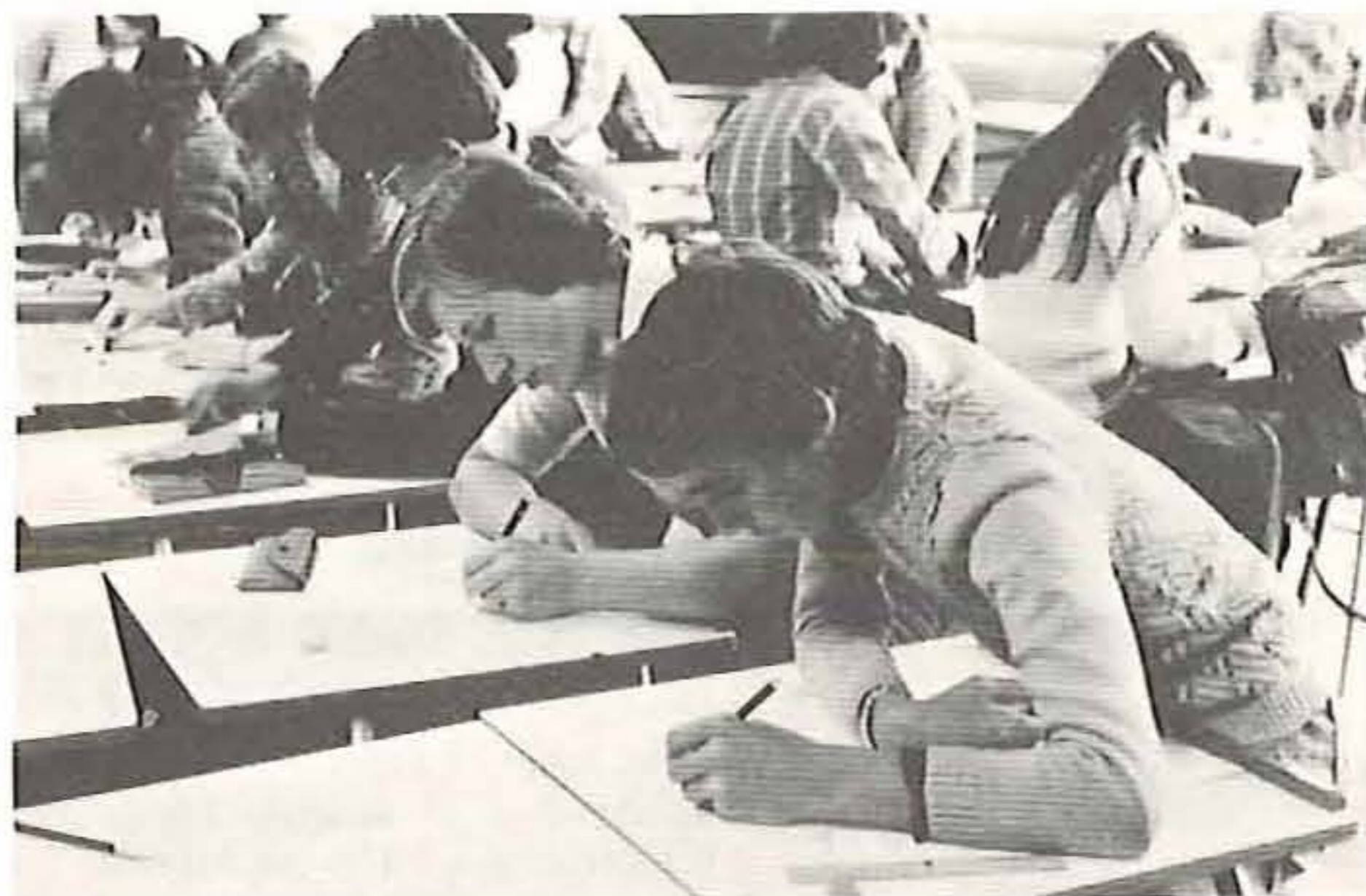


Regards sur l'actualité



Le billet

A la rentrée scolaire, une interview de Guy GEORGES, secrétaire général du S.N.I., critiquant le laxisme et souhaitant la revalorisation de l'effort, a donné lieu à divers commentaires. Certains camarades ont réagi à la référence faite aux techniques Freinet pour lesquelles, pense Guy GEORGES, «il y a une bonne et une mauvaise façon de les mettre en œuvre». Peut-être n'est-il pas inutile de prolonger la réflexion à ce sujet.

Tout d'abord, le fait que Freinet ait écrit un livre intitulé *L'Éducation du travail* ne le situe assurément pas parmi les partisans du laisser-faire. Mais il faut aller plus loin et voir que le laxisme n'est pas un excès dans le sens de la liberté mais l'étape de vieillissement d'un système autoritaire. En politique, il est évident que les régimes les plus corrompus sont les dictatures en état de décomposition. En éducation, le laxisme se généralise quand plus personne ne croit aux valeurs sur lesquelles repose le système (l'obéissance, le respect absolu de la sagesse des aînés, le culte des normes culturelles dominantes prétendues universelles, etc.). Tout continue à fonctionner dans des structures d'autorité mais plus personne ne croit à cette autorité ni ne la respecte.

Dès 1920, Freinet a eu le mérite de montrer que ces valeurs en décadence étaient des valeurs de droite, même quand elles étaient défendues dans les pratiques pédagogiques par des enseignants de gauche, et que, loin de revenir en arrière (ce que Guy GEORGES affirme rejeter), il fallait marcher résolument à la recherche des valeurs nouvelles et pour cela définir les bases d'une véritable éducation du travail.

En réalité la morale de l'effort n'est nullement contradictoire avec la morale de la facilité, ce sont les deux ressorts complémentaires de l'aliénation :

- D'une part l'exaltation de l'effort, du mérite individuel (toujours récompensé), de la volonté (dont on n'indique jamais comment peuvent en acquérir ceux qui en manquent), l'apologie de l'épargne ;
- D'autre part le mirage de la vie facile («jouissez tout de suite, vous paierez après»), de la fortune à portée de la main (les jeux de hasard), de l'accès sans problème aux plaisirs les plus rares, aux honneurs, au pouvoir (la «démocratisation»).

Pour se convaincre que ces deux ressorts ne se neutralisent pas, il suffit de lire les publicités qui avoisinent les appels à l'effort.

Est-il nécessaire de souligner que nous refusons cette double mystification ? Sans recourir aux exhortations ni aux menaces, mais en reconsidérant le système éducatif, notre but est de développer la responsabilité coopérative des

enfants et des adolescents, non pas autour des valeurs traditionnelles (auxquelles les adultes, même conservateurs, ne croient plus), mais sur contrat à partir de leurs propres besoins, de leurs propres intérêts. Et dans ce nouveau contexte nous ne considérons ni l'effort, ni le plaisir comme des notions obscènes.

Nous sommes conscients qu'il ne suffit pas de se réclamer de la pédagogie Freinet pour la mettre en œuvre de façon efficiente. Pourtant nous récusons les inspecteurs qui, après un coup de chapeau respectueux à Freinet (de toutes façons, il est mort), prétendent réglementer le bon usage de sa pédagogie, surtout parmi nos jeunes collègues.

L'initiative et la responsabilité ne s'octroient pas en récompense de bons et loyaux services traditionnels. Pour les adultes comme pour les enfants, elles n'ont de signification que si elles sont reconnues à tous dès le départ. Ce n'est ni par l'exhortation, ni par la tracasserie coercitive que cette initiative et cette responsabilité s'exerceront dans l'intérêt maximum des enfants mais en évitant d'abandonner l'éducateur face à ses problèmes :

- En lui assurant une autre formation ;
- En lui proposant des techniques et des outils qui serviront d'appui et de garde-fou ;
- En développant la responsabilité d'équipe autour d'un projet pédagogique commun.

Pour notre part, nous travaillons sur ces trois plans avec les forces que nous avons. Pour aller plus loin et plus vite, il est nécessaire que nos camarades syndicalistes de toutes tendances repensent plus profondément les problèmes de formation :

- Responsabilisation des enseignants en formation ;
- Gestion par eux-mêmes de leur plan de formation ;
- Prise en compte de la réalité de l'enfance et de l'éducation en 1978 ;
- Formation ne restant pas au niveau du discours, mais à même le vécu des classes et des établissements, à travers des techniques et des outils d'apprentissage et d'analyse institutionnelle.

Nous souhaitons que ces camarades syndicalistes cessent de penser «copinage» quand nous parlons projet d'équipe, qu'ils ne considèrent plus comme marginale et accessoire l'action des mouvements pédagogiques qui constituent la principale force cohérente au plan de l'éducation.

Alors, ensemble, nous proposerons aux éducateurs d'autres perspectives que l'angoisse et le découragement.

M. BARRÉ